

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE
A/9098
S/10972
20 juillet 1973

ORIGINAL : FRANCAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Vingt-huitième session

Point 22 de l'ordre du jour provisoire*

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Vingt-huitième année

Note du Secrétaire général

A sa 1210ème séance, le 14 mars 1973, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 4 (XXIX) intitulée "Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite des hostilités au Moyen-Orient". Conformément au paragraphe 7 du dispositif, le Secrétaire général a l'honneur de porter cette résolution à l'attention des membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

* A/9100.

RESOLUTION ADOPTÉE PAR LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
A SA 1210ÈME SEANCE, LE 14 MARS 1973

4 (XXIX). Question de la violation des droits de l'homme dans
les territoires occupés à la suite du conflit du
Moyen-Orient

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les principes et les objectifs de la Charte des Nations Unies, ainsi que par les principes et les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Ayant présentes à l'esprit les dispositions de la quatrième Convention de Genève, du 12 août 1949, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre,

Rappelant les résolutions pertinentes des Nations Unies concernant la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des habitants des territoires arabes occupés,

Rappelant en outre que dans sa résolution 2949 (XXVII) l'Assemblée générale a déclaré "que les changements opérés par Israël dans les territoires arabes occupés en violation des Conventions de Genève de 1949 sont nuls et non avenue" et demandé "à tous les Etats de ne pas reconnaître les changements opérés et les mesures prises par Israël dans les territoires arabes occupés",

Prenant note des rapports établis par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales humanitaires sur la situation des habitants des territoires arabes occupés,

Profondément inquiète de ce qu'Israël continue de violer les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les territoires arabes occupés, en particulier par la destruction des maisons, l'expropriation des biens arabes, les mauvais traitements infligés aux prisonniers, le pillage du patrimoine archéologique et culturel et l'exploitation des ressources naturelles de ces territoires,

Vivement préoccupée par le fait qu'Israël continue d'installer des colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés, encourage l'immigration massive à cette fin, continue de déporter et de transférer la population arabe indigène et refuse de laisser rentrer dans leurs foyers les réfugiés et les personnes déplacées,

Persuadée que la politique délibérée d'annexion et de colonisation qu'Israël applique dans les territoires arabes occupés est une violation de la Charte des Nations Unies, du droit humanitaire international et des droits fondamentaux et libertés fondamentales de l'homme,

Déplorant qu'Israël persiste à faire fi des résolutions pertinentes des Nations Unies et à violer les droits de l'homme fondamentaux de la population des territoires arabes occupés,

1. Déplore les graves atteintes à la quatrième Convention de Genève auxquelles Israël continue de se livrer dans les territoires arabes occupés et que la Commission des droits de l'homme a considérées comme des crimes de guerre et un outrage à l'humanité;

2. Réaffirme que toutes les mesures prises par Israël pour modifier la structure démographique et le statut des territoires arabes occupés, y compris de la ville occupée de Jérusalem, sont nulles et non avenues;

3. Demande instamment à Israël de s'acquitter des obligations découlant de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des principes du droit humanitaire international, de respecter les obligations que lui impose la quatrième Convention de Genève et de respecter et mettre en application les résolutions pertinentes des Nations Unies;

4. Demande en outre instamment à Israël d'arrêter immédiatement l'établissement de colonies dans les territoires arabes occupés et d'annuler toutes les politiques et mesures affectant les particularités physiques et la composition démographique de ces territoires;

5. Prie instamment tous les Etats de faire de leur mieux pour s'assurer qu'Israël respecte les principes des droits de l'homme et des libertés fondamentales et s'abstient de tous actes et de toutes politiques visant à modifier les particularités physiques et la composition démographique des territoires arabes occupés, en particulier par la création de colonies, la déportation et le transfert de la population arabe;

6. Considère que la politique d'Israël consistant à installer dans les territoires arabes occupés une partie de sa population, y compris ses immigrants, est une violation flagrante de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève, ainsi que des résolutions pertinentes des Nations Unies, et prie tous les Etats et organisations de n'aider Israël en aucune manière à continuer d'appliquer sa politique de colonisation des territoires arabes occupés;

7. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les gouvernements, des organes compétents des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales, de lui donner la plus grande publicité possible et de rendre compte à la Commission des droits de l'homme à sa prochaine session;

8. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trentième session, en tant que question hautement prioritaire, un point intitulé "Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient".
